

**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**



LE RÔLE DU PÉTROLE DANS LA GUERRE EN TCHÉTCHENIE

Mémoire de géopolitique

Du lieutenant-Colonel Brice HOUDET

8° PROMOTION DU COLLEGE INTERARMEES
DE DEFENSE
2000 / 2001

Dans le cadre de l'étude dirigée :
« La Russie et ses espaces de sécurité »

Directeur : Professeur Jean-Christophe ROMER
de l'Institut des Hautes Etudes européennes

02 avril 2001

FICHE DE PRESENTATION

- 1) Mémoire intitulé « Le rôle du pétrole dans la guerre en Tchétchène » BHOUDET_0204
- 2) LCL (Terre) HOUDET Brice
- 3) 02 avril 2001
- 4) Collège Interarmées de Défense, Division A, Groupe A-5
- 5) Mémoire de géopolitique présenté dans le cadre de l'étude dirigée « La Russie et ses espaces de sécurité », directeur M. Jean-Christophe Romer
- 6) Résumé : La guerre en Tchétchène depuis 1994 a de nombreuses causes tant de politique intérieure que de politique étrangère. Une cause d'un autre ordre paraît fondamentale: le pétrole. Ce mémoire analyse quels sont les enjeux pétroliers dans la guerre en Tchétchène, tant sur les plans intérieurs russe et tchétchène que sur le plan international. La conclusion de cette étude est que le pétrole joue effectivement un rôle essentiel dans la guerre en Tchétchène.
- 7) RUSSIE, TCHETCHENIE, PETROLE.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE: LES INTERETS PETROLIERS RUSSES DANS LE CONFLIT TCHETCHENE AVANT 1996.

**11 LE PETROLE ET LES AUTRES CAUSES DU CONFLIT
TCHETCHENE**

**12/ LA SITUATION PETROLIERE DE LA RUSSIE EN 1991
ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION.**

**13/ PLACE DE LA TCHETCHENIE DANS LA PERSPECTIVE
CAUCASE / CASPIENNE DE MOSCOU.**

DEUXIEME PARTIE: LA PART DES INTERETS INTERNATIONAUX DANS LE CONFLIT TCHETCHENE AVANT 1996.

**21/ L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DU PETROLE DANS
L'ECONOMIE MONDIALE.**

22/ LA STRATEGIE DU PETROLE DES ETATS-UNIS.

**23/ LA STRATEGIE RUSSE INTERNATIONALE DU
PETROLE AU CAUCASE ET EN ASIE CENTRALE.**

3 LE ROLE DU PETROLE DANS LE CONFLIT TCHETCHENE APRES 1996.

31/ L'ECHEC DU PREMIER CONFLIT TCHETCHENE .

**32/ L'OUVERTURE DES AUTRES VOIES D'EVACUATION
DU PETROLE DE LA CASPIENNE .**

33/ LE PETROLE ET LE CONFLIT DE 1999.

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE : CARTES

La Tchétchénie est sans conteste une terre de conflits. Elle l'a été tout au long de son histoire, mais l'actualité des dix dernières années l'a mise sous le feu des projecteurs des médias internationaux. La guerre de 1994 / 1996, puis sa reprise en 1998, s'inscrit donc dans un héritage séculaire et l'observateur peu averti serait porté à croire qu'une fatalité génère les conflits dans cette région troublée, pour des causes assez facilement explicables. Les causes du conflit de 1994 sont effectivement assez classiques et seront brièvement passées en revue ultérieurement, pourtant l'une d'entre elles est relativement nouvelle et il s'agit du pétrole.

En effet, point de passage privilégié de l'acheminement des hydrocarbures de la Caspienne, la Tchétchénie est devenue, à l'écroulement du bloc Soviétique, un point clé de la stratégie du pétrole tant pour ses dirigeants, que pour Moscou ou que pour les pays à forts besoins énergétiques. Ce mémoire a pour objectif de mesurer la part qu'a pris le pétrole dans les causes du conflit Tchétchène depuis 1994. Le cœur de ce sujet portera essentiellement sur l'acheminement du pétrole vers la Mer Noire. L'analyse objective des faits et des chiffres montre que le pétrole a tenu un rôle clé dans la guerre de 1994 / 1996, mais qu'il tend à décliner au fur et à mesure que la Russie se résigne avec une certaine objectivité à son déclin.

Les deux premières parties de ce mémoire se focaliseront sur les enjeux pétroliers en Tchétchénie avant 1996 et traiteront respectivement des intérêts de Moscou puis des intérêts internationaux, pour démontrer le rôle

important joué par le pétrole dans le conflit Tchétchène. La troisième partie quant à elle analysera ce rôle après 1996 et montrera que la Russie a révisé ses objectifs à la baisse sur cette question.

1 LES INTERETS PETROLIERS RUSSES DANS LE CONFLIT TCHETCHENE AVANT 1996.

Les perspectives de ressources pétrolières fabuleuses de la Caspienne se sont révélées très vite après la chute de l'empire Soviétique en 1991. Moscou en a vite compris l'enjeu et ce facteur – parmi d'autres – a précipité le conflit de 1994.

Pour démontrer cette assertion cette partie analysera tout d'abord brièvement les autres causes du conflit pour montrer qu'elles peuvent être relativisées. Dans un deuxième temps elle fera le point sur la situation pétrolière de la Russie en 1991 et sur ses perspectives d'évolution de l'époque pour montrer que ces dernières ont été très probablement une cause essentielle de la guerre. Elle cadrera enfin la place de la Tchétchénie vue de Moscou dans une perspective d'intérêts plus globaux de la région Caucase / Caspienne pour montrer qu'il s'agit d'une pièce maîtresse de ce jeu d'échecs régional.

11 LE PETROLE ET LES AUTRES CAUSES DU CONFLIT TCHETCHENE

Il semble irréaliste de tenter de prouver que sans les intérêts pétroliers la guerre de 1994 n'aurait pas eu lieu. Pourtant, vues par un occidental, les autres causes bien que non négligeables peuvent paraître plus minces.

L'une des causes souvent évoquées est la montée de l'islamisme. Elle est bien réelle et la dernière décennie a effectivement vu l'islamisme se radicaliser en Tchétchénie et dans les régions et républiques voisines. Cette préoccupation a sûrement tourmenté les états-majors moscovites, pourtant c'est le déclenchement du conflit qui a poussé à cette radicalisation. L'islam est un vieux compagnon de la Russie dont les frontières méridionales jouxtent le monde Arabe, essentiellement par l'Iran, depuis des siècles. Elle a appris à gérer cette question autrement que par la force et intègre aujourd'hui une part importante de musulmans – sans parler des autres confessions – dans sa population.

Les causes économiques autres que l'acheminement du pétrole de Bakou sont quasi inexistantes. Les gisements pétroliers propres de Grozny sont presque épuisés. La Tchétchénie ne possède aucune ressource minière d'importance. Ses ressources agricoles sont une goutte d'eau dans l'océan de la production russe. Le seul point notable est le carrefour ferroviaire que représente Grozny qui, s'il est paralysé, bloque le système de

communications entre la Russie et la Transcaucasie¹. Cet obstacle ne paraît pourtant pas être incontournable à un coût prohibitif.

Les causes plus sérieuses du conflit sont en fait politiques, or en politique tout est négociable. "La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens". En d'autres termes on peut admettre que Moscou aurait pu faire des concessions de souveraineté pour éviter la guerre. Cette question de souveraineté est vitale car en 1991 la Russie est passée de 22 millions à 17 millions de kilomètres carrés et de 286 millions à 150 millions d'habitants². On comprend que ses dirigeants aient voulu stopper l'hémorragie. De plus la Russie a toujours été préoccupée par ses frontières méridionales et l'abandon d'une république tampon supplémentaire après les huit précédentes du Caucase et de l'Asie centrale aurait été la goutte qui fait déborder le vase.

Hormis donc des causes politiques sérieuses, agrémentées de question de personnes, on peut donc légitimement s'interroger sur le rôle des intérêts pétroliers en tant que cause importante du conflit de 1994.

¹ QUE SAIS-JE: La Tchétchène p 36

² J.C.ROMER: géopolitique de la Russie pp 9 et 35

12/ LA SITUATION PETROLIERE DE LA RUSSIE EN 1991 ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION.

En 1991, la Tchétchénie n'est pas la clef de voûte de la production et de l'exportation de pétrole de l'URSS. En effet, les quatre cinquièmes de la production de l'époque provenaient de gisements situés de part et d'autre de l'Oural au Bachkortostan et au Tatarstan.³ La production soviétique de la Caspienne s'élevait alors à 1 200 000 barils par jour⁴. La part minime de cette production acheminée en Mer Noire l'était entièrement à travers le territoire de l'URSS qui consommait à l'époque 5 millions de barils par jour⁵

Cette situation a été bouleversée par l'écroulement de l'Union et l'avènement de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, et du Turkménistan. En effet, ces jeunes républiques ont alors, dans les années suivantes, fait prospector la Caspienne par des firmes pétrolières occidentales et ont mis à jour des réserves gigantesques. Les estimations⁶ sur la Caspienne sont de 18,4 à 34,9 milliards de barils de réserves prouvées (exploitables avec les techniques actuelles à un coût rentable), dont 2,7 pour la Russie et 235 milliards de barils de réserves possibles (exploitables dans des conditions actuellement non rentables) dont 14 pour la Russie. Ces réserves représentent selon les diverses estimations près de 4% des

³ J.C.ROMER: géopolitique de la Russie p 76

⁴ US Energy Information Administration: Caspian Sea Region june 2000.

⁵ Precision Drilling Corporation (Canada): the oil patch february 2001

⁶ US Energy Information Administration: Caspian Sea Region june 2000

réserves mondiales⁷. Elles sont comparables à celles de la mer du Nord (17 milliards de barils de réserves prouvées) ou de celles des Etats-Unis (22 milliards). Elles représentent un quart des réserves du Moyen-Orient. Cette nouvelle donne à alors ouvert des perspectives de profits fabuleux à la Russie, nonobstant la question du statut de la Caspienne. On comprend que tout d'un coup la question du pétrole et surtout de son acheminement fasse l'objet de toutes les attentions des Tsars.

Le statut de la Caspienne devient déterminant dans l'attribution des ressources de son sous-sol (l'essentiel des réserves devant être exploitées off-shore). Partagée auparavant entre l'URSS et l'Iran uniquement, c'était une simple frontière dont les ressources étaient en outre méconnues. Elle doit désormais se partager entre cinq pays et ses ressources se répartissent différemment selon qu'elle est considérée comme un lac ou comme une mer.

Quant à l'acheminement du pétrole de la Caspienne au début des années 90, il passait en grande majorité par Grozny⁸. L'oléoduc de Bakou en provenance d'Azerbaïdjan y aboutissait, de même que celui du Kazakhstan en provenance de Tengouiz en passant par Astrakhan. De nombreux projets d'acheminement autonomes en dehors du territoire russe, se sont alors fait jour, les nouvelles républiques cherchant à asseoir leur indépendance par ce biais. Ces projets se subdivisent en deux grandes catégories: ceux destinés à acheminer le

⁷ RAMSES 2001 p 228

⁸ Revue Hérodote n°81 p 109

pétrole vers l'occident (besoins estimés dans les dix prochaines années: 1 million de barils par jour) et ceux destinés à l'Asie (besoins estimés dans les dix prochaines années: 10 million de barils par jour)⁹.

Vers l'occident, l'Azerbaïdjan envisage (réalisé en 1999) un tracé Bakou / Soupsa vers la mer Noire à travers la Géorgie (0,1 million de barils par jour) et un tracé (prévu vers 2005) Bakou / Ceyhan (1 million de barils par jour). Les projets par l'Iran n'aboutissent pas. Le Kazakhstan envisagera ultérieurement un tracé sous-marin aboutissant à Bakou.

Vers l'Asie, le Kazakhstan étudie des tracés vers la Chine: Aktyubinsk / Xinjiang (études aujourd'hui en suspens pour défaut de capacité de production), vers le Golfe à travers l'Iran et le Turkménistan (prévu vers 2005 pour une capacité de 1 million de barils par jour) et vers le Pakistan (pas de date arrêtée, 1 million de barils par jour).

Un seul projet de construction sur le sol russe est prévu (octobre 2001) de Tengouiz à Novorossiik.

Moscou a ainsi commencé à voir s'évanouir ses perspectives alléchantes que faisaient miroiter l'eldorado de la Caspienne.

⁹ US Energy Information Administration: Caspian Sea Region june 2000

13/ PLACE DE LA TCHETCHENIE DANS LA PERSPECTIVE CAUCASE / CASPIENNE DE MOSCOU.

L'analyse de la situation pétrolière qui vient d'être faite montre qu'il était devenu essentiel pour Moscou vers le milieu des années 90 de conserver le contrôle du carrefour d'oléoducs de Grozny et ce pour plusieurs raisons.

La première est évidente et il s'agit de la manne financière que représente le transit du pétrole Kazakh et Azéri sur son territoire. A titre d'exemple, le coût du transit sur l'oléoduc Bakou / Grozny / Novorossiik est estimé à 2,12 dollars le baril¹⁰.

La deuxième est que Moscou avait besoin de conserver le contrôle de ces oléoducs pour l'acheminement de sa propre production en provenance de la Caspienne.

En outre, une estimation moyenne¹¹ du coût de construction des pipelines dans la région de la Caspienne, de l'ordre de trois millions de dollars du kilomètre, permet de comprendre au vu des sommes en jeu tout l'intérêt de poursuivre l'exploitation d'infrastructures existantes. Les stratégies Russes de l'époque ayant estimé que la prise de Grozny serait effectuée en quelques heures, une guerre rondement menée n'aurait rien coûté en regard des

¹⁰ Revue Hérodote n°81 p 122

¹¹ Calcul réalisé en effectuant la moyenne des coûts de construction de l'ensemble des projets cités au paragraphe précédent, rapportés à leur longueur. Données US Energy Information Administration.

investissements à consentir si la Tchétchénie avait acquis son indépendance.

Mais au delà de ces simples considérations financières, le fait de conserver le contrôle de l'acheminement du pétrole des républiques d'Asie centrale devient un formidable outil de pression politique et d'asservissement à leur encontre. Cet argument se relie aux autres causes du conflit évoquées précédemment à savoir l'obsession de la Russie à conserver des zones tampons sur ses limes. A l'heure où ce mémoire est rédigé, cette situation est celle qui existe toujours de fait (à l'exception du cas de l'oléoduc de Soupsa, tempéré par la présence militaire Russe en Géorgie). Il a fallu que la Russie déploie des efforts considérables aux plans politique, militaire, financier, diplomatique et juridique pour que cette situation perdure 10 ans après l'indépendance des états d'Asie centrale. C'est bien en fonction de cet objectif que s'inscrit la construction de la dérivation de l'oléoduc Bakou / Novorossiik qui passe par le Daghestan, contourne Grozny par le nord et qui aboutit à Tikhoretsk avant de rejoindre Novorossiik. Il s'agit de forcer Bakou à dépendre d'un transit en Russie malgré l'obstacle de la situation en Tchétchène.

On comprend alors que Moscou n'ait pas hésité longtemps à s'engager dans une guerre contre la rébellion Tchétchène, ne voulant pas laisser le contrôle du carrefour pétrolier de Grozny, vital pour ses acheminements de l'époque et surtout pour ceux beaucoup plus prometteurs à venir.

Cette première partie a donc montré en quoi le pétrole a été un facteur déclenchant essentiel de la guerre de 1994 au vu d'intérêts internes, ou d'environnement immédiat, pour la Russie. Pourtant le rôle du pétrole n'est pas si simple dans ce conflit. Les intérêts internationaux y ont également joué un rôle très important au point que l'opinion n'a pas hésité à parler à nouveau du "Grand Jeu", concept développé au début du siècle dernier dans l'école géopolitique anglo-saxonne.

2 LA PART DES INTERETS INTERNATIONAUX DANS LE CONFLIT TCHETCHENE AVANT 1996.

Le "Grand Jeu" qui vient d'être évoqué a été sans conteste mené par les Etats-Unis d'Amérique, même si l'Europe n'y a pas été étrangère. En effet, les nations occidentales ont, comme Moscou, salivé à l'envie dans la perspective de l'exploitation des formidables réserves de la Caspienne. On comprend alors que la Russie ait tout fait et particulièrement une guerre pour le contrôle de Grozny afin d'obtenir sinon le monopole, tout au moins l'essentiel des bénéfices de cette ouverture prévisible à l'ouest.

Le rôle du pétrole dans le conflit sera tout d'abord cadré d'une manière plus globale en situant l'importance stratégique du pétrole dans l'économie mondiale. Par la suite, la stratégie énergétique des Etats-Unis sera analysée en vue de la lier à cette guerre, enfin les

réactions de Moscou face à ces menaces externes et justifiant son intervention armée seront explicitées.

21/ L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DU PETROLE DANS L'ECONOMIE MONDIALE.

Le pétrole est la clé du développement d'un monde en croissance économique accélérée. Il alimente l'industrie, les communications par voie terrestre, aérienne et maritime. Il produit l'électricité, chauffe et fait vivre les sociétés développées. Le pétrole entre pour 60% dans le bilan énergétique mondial et le gaz, son plus proche voisin, pour 35%. Même si la conférence de Tokyo prévoit de réduire cette part à 45% en 2050 en raison de l'effet de serre, le pétrole reste pour longtemps la condition du développement mondial.

En 1996, le monde a consommé 70 millions de barils par jour, en augmentation d'environ 3,5% par an¹². Ce simple constat montre la nécessité pour les nations développées et pour celles qui veulent se développer de trouver des sources d'approvisionnement de plus en plus volumineuses. Il devient clair que le pétrole qui peut être extrait de la Caspienne ne peut échapper à ce phénomène.

Une analyse plus fine des besoins pétroliers montre que le marché asiatique est en expansion constante avec un accroissement de la demande de 6 à 9% par an au

cours des dernières années. La Chine, par exemple, consommait 2,6 millions de barils par jour en 1992, 3,6 en 1996 et si le rythme actuel est maintenu elle atteindrait les 14,5 millions de barils par jour en 2016. L'Inde est dans une situation similaire et le Pakistan a augmenté sa consommation de 100% entre 1986 et 1996.

Cependant, les États-Unis restent les plus gros consommateurs mondiaux avec 17,4 millions de barils par jour en 1996. Cependant, dans cette même période 1986 / 1996, leur production a chuté de 2 millions de barils par jour, passant de 10,2 à 8,3. L'importation devient donc de plus en plus vitale pour eux.

La part que pourrait alors prendre les ressources de la Caspienne devient essentielle et l'on comprend mieux que les compagnies pétrolières américaines et européennes soient parties à l'assaut d'un gisement qui représente, comme exposé précédemment, le quart de celui du Moyen Orient. Il existe peu de gisements de cette importance dans le reste du monde. L'Asie bien qu'en retard sur ce plan ne tardera pas à faire converger ses efforts dans cette direction.

Il ne faut pas négliger par ailleurs que l'absence d'une diversification des sources est un cadeau du ciel pour les nations développées. Elles garantissent tout d'abord leur approvisionnement en cas de ruptures des flux. Cet état de fait a été parfaitement illustré par l'intervention des États-Unis contre l'Irak au Koweït en 1991. Cette

¹² Precision Drilling Corporation (Canada): the oil patch february 2001

guerre, pour rester présentable, s'est faite au sein d'une coalition démontrant une volonté internationale et au prétexte de rétablir la souveraineté bafouée du Koweït mais elle reste fortement parfumée au pétrole. Cette diversification permet également de jouer la concurrence pour faire baisser les prix entre des pays producteurs solidaires au sein de l'OPEP et les pays riverains de la Caspienne.

Il convient par ailleurs de corréliser ces constats sur les besoins et les ressources avec les voies d'acheminement du pétrole pour comprendre tous les enjeux internationaux des divers tracés d'oléoducs présentés auparavant. On comprend ainsi quels débouchés et quels profits la Russie a pu envisager après 1991. Le lien devient alors clair avec la position stratégique du nœud de Grozny. Laisser la Tchétchénie faire sécession signifie clairement lui laisser le contrôle de facto de flux rémunérateurs. Ne pas garantir la fiabilité des transports pétroliers en stabilisant la sécurité sur les itinéraires du pétrole pousserait les autres riverains de la Caspienne, mais surtout les pays importateurs à tout faire pour chercher d'autres itinéraires d'approvisionnement. La Russie fut donc en quelque sorte acculée à déclencher une guerre qu'elle voulait brève et brutale pour rétablir rapidement sa mainmise sur Grozny.

L'importance de la Caspienne ayant été placée dans son contexte global d'offre, de demande et d'acheminement, il convient désormais de se pencher sur le rôle majeur que joue la seule "superpuissance" du monde. En effet, les Etats-Unis ont une stratégie parfaitement

orchestrée et très offensive sur la Caspienne. Ils ont largement contribué au déclenchement du conflit Tchétchène en 1994.

22/ LA STRATEGIE DU PETROLE DES ETATS-UNIS.

Dans la mentalité américaine, l'obtention du statut de superpuissance est dû, et cela est vrai, aux efforts constants de son peuple. Tout sera alors fait pour le conserver puisqu'il est légitime. Le pétrole est la clé de cette puissance comme décrit auparavant, donc la stratégie américaine vise au contrôle maximum de ses capacités d'approvisionnement en pétrole, soit exploitation des gisements et acheminement. Ces batailles sont surtout politiques, diplomatiques et financières, mais n'excluent pas l'engagement armé comme cela s'est avéré pour le Koweït.

Ce contrôle des flux pétroliers présente en outre l'avantage de pouvoir les détourner des pays rivaux et de freiner ainsi leur croissance, menace à la suprématie économique. Le premier volet de cette stratégie consiste à assigner un rôle aux diverses zones de production du monde. Les ressources nationales américaines doivent être préservées pour ménager le futur et constituer une réserve stratégique fiable. Les gisements du Moyen-Orient sont la source d'approvisionnement principale. Le cas de la Caspienne est plus complexe: Il est vital que ses flux partent vers l'ouest pour limiter le développement de l'Asie et dans cette optique le contrôle de Grozny par Moscou

intéresse les Etats-Unis. En revanche le soutien aux pays islamiques d'Asie centrale en vue de profiter de leurs ressources est inextricable lorsqu'on le lie à l'islamisme qui teinte le conflit Tchétchène.

La répartition géographique des gisements a été un moteur très important de la politique étrangère des Etats-Unis. C'est ainsi qu'ils ont apporté leur soutien à la plupart des pays du Moyen-Orient. C'est ainsi qu'ils ont modéré les intransigeances d'Israël, en accord avec Moscou en pleine guerre froide, après sa victoire de la guerre du Kippour. C'est tout naturellement qu'ils prirent les rênes du "Grand Jeu" du pétrole de la Caspienne. C'est ainsi que Madeleine Albright en arrivera en 1997 à déclarer que **"prendre en charge l'avenir de cette région sera l'une de nos charges les plus passionnantes"**, révélant les desseins de l'amérique au cours des années qui viennent de s'écouler et provoquant l'ire de Moscou. La Russie ne peut accepter que les Etats-Unis s'approprient ce pétrole avec, en outre, l'assistance des pays d'Asie centrale appartenant à sa sphère d'influence. Révélant la pensée russe de l'époque, Boris Bérezovsky déclarera en 1999 **"La Russie s'effiloche...si le pouvoir ne définit pas une stratégie pour le Caucase nord et ne commence pas à l'appliquer immédiatement, la Fédération cessera d'exister"**.

L'influence des Etats-Unis se mesure surtout dans le choix des tracés des oléoducs partant de la Caspienne. Leur effort principal a porté sur le tracé Bakou / Ceyhan pour lequel les investissements pharaoniques, largement financés par les pétroliers américains, se

monteraient de 2,4 à 3,7 milliards de dollars selon les estimations¹³. Or ce tracé est de loin le plus cher, étant grevé de droits de transit prélevés par l' Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. C'est donc pour des raisons politiques que les Etats-Unis ont choisi la voie terrestre méridionale. Non seulement ils puisent dans les richesses énergétiques de la CEI, mais ils favorisent la Turquie, allié vital de Washington. Il s'agit de l'aider tout en évinçant le plus possible la Russie du Caucase et des terres qui furent celles de l'URSS en détournant vers l'ouest le pétrole qui pourraient un jour satisfaire les besoins de l'Asie. C'est également dans ce but que la firme américaine Chevron est solidement implantée au Kazakhstan. L'oléoduc trans-caspien drainerait alors son pétrole vers Ceyhan.

Les échecs des projets sur tout trajet Iranien en raison de la loi Kennedy-d'Amato montre la toute puissance des Etats-Unis en la matière. Il convient toutefois de nuancer ce point de vue en tenant compte du fait que cette question est l'objet de conflits d'intérêts et de litiges entre le gouvernement américain et les compagnies pétrolières.

L'influence des Etats-Unis s'étend également à l'ouest de la Mer Noire. Un des projets à l'étude visait un trajet mi-terrestre, mi-maritime amenant le pétrole du bassin de la Caspienne de Géorgie à la côte bulgare, pour aboutir en mer Egée. Un tel parcours expliquerait, au moins pour une part, l'intérêt porté à ce petit pays par les Etats-Unis. En effet, bien avant la crise du Kosovo ils y installèrent des

¹³ US Energy Information Administration: Caspian Sea Region june 2000

détachements armés. Un autre tracé conçu afin d'éviter les ruptures de charges oléoducs-navires pétroliers conduirait le pétrole de la Caspienne du littoral Roumain à la Vénétie en traversant le nord de la Yougoslavie et de la Bosnie pour atteindre la côte de la Méditerranée après avoir emprunté le sol de la Croatie. De quoi ne pas laisser indifférents les Etats-Unis principaux artisans du démantèlement de la République Fédérale de Yougoslavie et créateurs d'une fédération Croato-musulmane.

On conçoit aisément que la guerre de Tchétchénie ait une forte odeur de pétrole comme celle du Golfe au début de la décennie 90. La stratégie pétrolière des Etats-Unis est ainsi résolument offensive et cherche ouvertement à manipuler les cartes de la Caspienne. Elle est à l'évidence un facteur déclenchant du conflit lorsque l'on se penche sur la stratégie russe de l'autre côté du miroir.

23/ LA STRATEGIE RUSSE INTERNATIONALE DU PETROLE AU CAUCASE ET EN ASIE CENTRALE.

Dès le début des années 1990, Moscou a commencé à sentir que les marchés de l'exploitation et de l'acheminement du pétrole de la Caspienne allaient lui échapper. Persuadés que les américains mettraient tout en œuvre pour se les approprier, elle a alors réagi de trois manières: tout d'abord en freinant la mainmise étrangère par moyens de pression indirecte, puis en entretenant des

guerres sur les trajets d'oléoducs évitant le Nord-Caucase et enfin en tentant de sécuriser le trajet passant par Grozny en entreprenant une guerre de pacification en Tchétchénie .

Les premières négociations pour l'exploitation du pétrole de la Caspienne par des compagnies étrangères ont en effet commencé dès 1990, avant même le démembrement de l'URSS. Au Kazakhstan, tout d'abord, la société américaine Chevron Overseas Petroleum Company a signé le 30 juin 1990 un accord concernant l'exploitation des gisements de Tengouiz et de Korolev avec le ministère soviétique du pétrole et du gaz. Assez rapidement, les russes remettent en cause les résultats des études de faisabilité de cette exploitation et à compter de l'automne 1991, le Kazakhstan décide de prendre son destin en main en demandant une expertise indépendante. Celle-ci, menée par des experts britanniques se révèle favorable aux intérêts du Kazakhstan. En 1992, des compagnies pétrolières britanniques (British Gas et British Petroleum), italiennes (Agip) et norvégiennes (Statoil) commencent à leur tour à s'approcher du gisement Kazakh de Karachaganak. En mai 1992, l'accord entre Chevron et le gouvernement du Kazakhstan est signé au cours d'une visite du Président Noursultan Nazarbaev à Washington. Il prévoit un investissement de 20 milliards de dollars pris pour moitié par Chevron. A l'époque, le contrat prévoit l'acheminement du pétrole à travers la Russie jusqu'à Novorossiisk.

Ce scénario se déroule également presque à l'identique en Azerbaïdjan. En mai 1992, la société américaine Pennzoil et l'écossaise Ramco Oil s'engagent à

entreprendre une étude sur les possibilités d'exploitation du gisement offshore de Gunechli. D'autres compagnies se mettent alors rapidement dans les études et les négociations. Rapidement, la question de l'acheminement se pose et que ce soit du côté occidental ou du côté azéri, les études prévoient des trajets qui, non seulement contournent la Russie, mais en plus regroupent l'acheminement du pétrole Kazakh et turkmène. Le projet principal de l'oléoduc Bakou / Ceyhan commence alors à voir le jour avec un choix à faire entre la traversée de l'Arménie et celle de l'Iran. Pourtant, les études de tracé confiées au sultanat d'Oman privilégient, pour des questions de coût le passage par Grozny. Ce point est essentiel. Il est probablement la clé de lecture de toute la situation du Caucase et de l'Asie centrale: les pétroliers veulent passer par Grozny pour acheminer leur pétrole de façon rentable et Moscou tient à ce trajet pour assurer le contrôle du pétrole de la région et profiter de sa manne financière.

L'attitude des américains étant résolument offensive dans cette lutte d'intérêts, Moscou en vient à craindre le pire. En premier lieu elle voit dans le soutien qu'ils apportent aux causes musulmanes un danger de sécession de régions encore russes et un risque d'émancipation des républiques autonomes d'Asie centrale en dehors de leur sphère d'influence. En second lieu, à partir du moment où le conflit Tchétchène a éclaté, l'opinion internationale commence à s'émouvoir de la violence avec laquelle les Russes interviennent. De là à voir le déclenchement d'une opération "humanitaire" comme en Bosnie et l'envoi de troupes américaines – entre autres – à

Grozny il n'y a qu'un pas à faire dans la pensée des états-majors russes. Or cet état de fait serait inacceptable pour Moscou qui entend conserver le contrôle du Caucase et de l'Asie centrale qu'elle considère comme sa chasse gardée. Enfin les russes ont pu juger des capacités d'interventionnisme américaines au cours de la guerre du Golfe. En juillet 1990, l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, madame Avril Glaspie, déclarait à Saddam Hussein que le différend qui l'opposait au Koweït était considéré comme une affaire intérieure par le département d'état américain.

Les réactions de Moscou furent tout d'abord de tout mettre en œuvre pour freiner l'implantation des compagnies occidentales dans la région. La première pierre d'achoppement est le statut juridique de la mer Caspienne. Tant que la répartition des richesses de son sous-sol n'est pas arrêtée, les investisseurs restent prudents car le risque de voir leurs contrats totalement remis en cause est important – même si tout reste négociable par la suite. Viennent ensuite toute une série de tracasseries toutes plus pernicieuses les unes que les autres. Moscou invoque la haute teneur en sulfure du pétrole kazakh pour en interdire l'acheminement par ses oléoducs. Plus sérieusement, l'exploitation du pétrole gêne l'exploitation du caviar, deuxième "or noir" de la Caspienne. En 1994, le ministre russe de l'environnement réclame un gel de vingt-cinq ans de l'exploitation des gisements du nord, dont Tengouiz, afin de protéger la pêche à l'esturgeon.

La stratégie de Moscou ne reste, malheureusement pas aussi pacifique. On peut analyser les

autres conflits du Caucase à l'aune de celui de la Tchétchénie à travers le prisme du pétrole. En effet, la question du trajet des oléoducs étant vitale, les Russes ont tout intérêt à ce que des conflits soient entretenus et contrôlés par eux dans les zones de transit possibles. C'est ainsi qu'une "aide militaire" est apportée au pays du Caucase qui connaissent des troubles internes.

Sur le trajet bakou / soupsa, tout d'abord, on trouve le conflit de l'Abkhasie. Moscou s'y est impliquée depuis le début et entretient des troupes sur le sol géorgien. Sur les trajets possibles Bakou / Ceyhan, on trouve les conflits de l'Ossétie du sud et celui du Haut-Karabakh dans lesquels les russes ont également des troupes. Cette présence est vitale pour que Moscou maintienne, à défaut du contrôle, au moins son influence sur la région. Cette volonté farouche se traduit dans la modification obtenue par Moscou en 1997 du traité sur les forces conventionnelles en Europe, légalisant la présence de ses troupes dans le Caucase, signe qu'elle n'est pas décidée à évacuer la Transcaucasie¹⁴.

Cette analyse de la stratégie russe au Caucase et en Asie centrale montre que bon nombre de ses constituants aboutissent sur la volonté de conserver la Tchétchénie comme seule voie sûre et rentable d'acheminement du pétrole de la Caspienne.

Il paraît donc évident à travers l'analyse de l'importance stratégique du pétrole dans l'économie

mondiale et des vues américaines sur la question que les visées de Moscou dans le conflit Tchétchène de 1994 / 1996 furent fortement inspirées par des intérêts pétroliers. La situation a cependant évolué après 1996 et bien que le but du "grand Jeu" n'ait pas changé, à savoir le contrôle du pétrole de la Caspienne, la répartition des cartes a changé.

3 LE ROLE DU PETROLE DANS LE CONFLIT TCHETCHENE APRES 1996.

La deuxième moitié de la décennie 1990 aura été pour la Russie celle de la désillusion en ce qui concerne le pétrole de la Caspienne. Bien qu'elle n'ait pas renoncé à ses buts il apparaît que ses objectifs ont été révisés à la baisse. En effet, cette partie montrera tout d'abord que les ambitions russes en Tchétchénie se sont heurtées à un enlisement du conflit qui n'a pas permis une reprise rapide du contrôle du noeud d'oléoduc de grozny. Elle montrera ensuite que, malgré tous ses efforts, la Russie n'a pas réussi à empêcher l'évacuation du pétrole de la Caspienne par des voies hors de son territoire. Elle montrera enfin que le pétrole a malgré tout joué un rôle clé dans le deuxième conflit qui a débuté en août 1999.

¹⁴ le Monde Diplomatique: article de Vicken Cheterian octobre 1997

31/ L'ECHEC DU PREMIER CONFLIT TCHETCHENE .

Les objectifs du premier conflit étaient de reprendre le contrôle de la Tchétchénie au cours d'une campagne très brève. Le 11 décembre 1994, après des bombardements massifs, l'armée russe lançait une opération visant à réduire la résistance des indépendantistes Tchétchènes, opération que le ministre de la défense de l'époque, Pavel Gratchev, envisageait comme une campagne éclair. Un an après et des dizaines de milliers de morts plus tard, la guerre durait toujours. Les blindés russes étaient péniblement parvenus à entrer dans Grozny, réduite en ruines par des bombardements massifs.

En 1996, devant l'échec militaire et les élections approchant, Boris Eltsine fut contraint d'envisager une solution politique négociée. Par l'entremise de l'OSCE, un premier cessez-le-feu fût signé avec le nouveau chef des indépendantistes Maskhadov. Un décret russe prévoyait alors un retrait partiel des troupes de Tchétchénie. Mais au lendemain de la réélection de Boris Eltsine, les opérations militaires reprurent, accréditant l'idée que le cessez-le-feu n'était qu'une promesse à buts électoraux et que les russes ne voulaient pas perdre le contrôle de la jonction d'oléoducs de Grozny. Toutefois, la réaction des combattants Tchétchènes qui reprurent alors la ville mit en évidence l'incapacité de Moscou à rétablir l'ordre.

Le général Lebed entama alors des négociations avec les indépendantistes et signa avec eux un accord sur le règlement politique du conflit; Celui-ci définissait un statut de la Tchétchénie en tant que partie intégrante de la fédération de Russie. Le 31 août 1996 un accord de paix fut signé, mettant fin à un conflit qui fit environ 60 000 morts, la plupart civils. Maskhadov fut alors porté démocratiquement à la tête de l'Etat en janvier 1997, portant la dernière estocade à la mainmise russe sur le pétrole Tchétchène. Un accord fut alors signé le 11 juillet permettant la remise en service de l'oléoduc endommagé pendant la guerre.

Les royalties du transit pétrolier de Grozny durent alors être partagés entre Russes et Tchétchènes limitant nettement les profits des premiers. La réaction de Moscou ne se fit pas attendre et la construction d'un oléoduc contournant la Tchétchénie par le nord fut aussitôt entreprise. Celui-ci consiste en une dérivation de l'oléoduc Bakou / Grozny / Novorossiik. Passant par le Daghestan, il se raccorde au passage au port pétrolier russe de Makhachkala sur la Caspienne puis à l'oléoduc kazakh en provenance d'Astrakhan, avant de se raccorder à l'oléoduc de Novorossiik à Tikhoretsk.

Cet échec du contrôle de la route pétrolière de Grozny ne fut cependant pas le seul au cours de la deuxième moitié de la décennie 1990.

32/ L'OUVERTURE DES AUTRES VOIES D'EVACUATION DU PETROLE DE LA CASPIENNE .

Bien qu'aujourd'hui la plupart du pétrole de la Caspienne transite encore par la Russie, Moscou n'a pas pu empêcher la mise en chantier de voies d'acheminement en dehors de son territoire. Vers l'ouest, tout d'abord, l'oléoduc Bakou / Soupsa a été mis en service en avril 1999¹⁵. De plus, un accord a été signé en décembre 1998 pour une étude de faisabilité de l'oléoduc trans-caspien permettant d'évacuer la production kazakh vers Bakou.

Cependant, l'acheminement principal va s'effectuer par l'oléoduc Bakou / Ceyhan, dont les capacités ont été présentées précédemment. L'accord d'Istanbul a été signé en novembre 1999 entre L' Azerbaïdjan, la géorgie, la turquie, le Turkménistan et les Etats-Unis, décidant la construction sur l'itinéraire passant par Tbilisi. Cette construction devrait être achevée en 2005. Pour que cet oléoduc soit rentable, un flot de pétrole suffisant doit permettre de couvrir les investissements consacrés à sa réalisation et estimés entre 2,4 et 3,7 milliards de dollars. L' Azerbaïdjan est en mesure de l'alimenter à cinquante pour cent mais le reste devra provenir d'autres origines. En clair cet oléoduc n'est pas viable sans le pétrole kazakh. Ceux-ci se déclarent prêts à l'alimenter à hauteur de 400 000 barils par jour (sur un débit prévu d'un million de barils par jour).

¹⁵ US Energy Information Administration: Caspian Sea Region june 2000

Vers le sud, ensuite, malgré le conflit d'intérêts qui oppose les compagnies pétrolières et le gouvernement des Etats-Unis sur l'Iran, les projets ne manquent pas et bien qu'ils n'aient pas encore débouché cette menace de fuite supplémentaire continue de peser sur la Russie.

Vers l'Asie enfin, un accord a été signé en 1997 sur des études de faisabilité d'un oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine, mais il reste pour le moment à un stade embryonnaire car la quasi totalité de la production kazakh est accaparée au moins pour les dix prochaines années par les contrats d'export vers l'ouest. L'étude de l'oléoduc en direction du Pakistan en est au même stade, pourtant la Russie ne se fait plus d'illusions: les besoins de l'Asie étant exponentiels, des solutions seront trouvées à plus ou moins long terme.

L'obstacle de la pêche aux esturgeons n'ayant pas pesé bien lourd, celui du statut juridique de la Caspienne a lui aussi commencé à tomber. La position intransigeante de Moscou s'est rapidement révélée intenable. Ignorant les injonctions russes, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont en effet concédé unilatéralement l'exploitation de vastes secteurs de l'espace maritime adjacent à leurs côtes. Mise devant le fait accompli, la Russie a dû reconsidérer sa stratégie. L'infléchissement russe débuta en avril 1996 au cours d'une visite de Boris Eltsine au Kazakhstan. Au terme d'accords bilatéraux, la prospection et le forage furent autorisés dans les eaux situées en face de ces deux pays. Moscou reconnaissait

ainsi de fait la légalité des prospections et forages effectués précédemment par le Kazakhstan. Cette évolution fut confirmée lors du sommet des états de la Caspienne en novembre 1996. La Russie reconnut alors le droit de chaque état riverain à exercer sa pleine souveraineté sur une bande de 45 miles, la zone située au-delà restant propriété commune. Bien que l' Azerbaïdjan et le Kazakhstan refusèrent de signer la déclaration finale, il apparaît clairement que Moscou avait commencé à se résigner à son sort.

En 1998, lors d'une session du groupe de travail russo-kazakh chargé d'étudier le statut de la Caspienne, la Russie propose le partage des fonds sous-marins et le maintien en commun de la surface. Aux yeux de Moscou, cette solution présente l'avantage de rendre impossible la construction d'oléoducs transcasiens. En avril 1998, un accord fut trouvé sur la délimitation des secteurs nationaux respectifs.

Ainsi donc Moscou a vu ses possibilités de conserver la mainmise sur le pétrole de la Caspienne diminuer d'année en année, tant par les accords d'exploitation des gisements, que par les contrats passés sur la construction d'oléoducs ne traversant plus son territoire. Elle a donc été forcée de revoir ses objectifs à la baisse, mais n'a pas pour autant renoncé à ce qui lui reste.

33/ LE PETROLE ET LE CONFLIT DE 1999.

La sécession du Daghestan serait pour la Russie une catastrophe pétrolière. Cette république contrôle le littoral occidental de la Caspienne, sa capitale est le seul port important sur sa rive occidentale. Le contournement du nœud d'oléoducs de Grozny passe par son territoire et se trouve désormais être la véritable artère pétrolière de la Russie en Caspienne. L'Islam y progresse rapidement et au sud la Charia a été instaurée. Or, les liens entre les extrémistes islamistes Tchétchènes et les sécessionnistes du Daghestan sont avérés. Ces derniers fournissent des bases arrières aux tchétchènes et Moscou comme à l'accoutumée craint une réaction en chaîne des sécessions de la région, sorte de "théorie des dominos" prétextée par les américains pour intervenir au Vietnam.

Ces craintes, ajoutées aux analyses faites auparavant sur la stratégie offensive des Etats-Unis, ont acculé les Russes à l'intervention militaire en Tchétchénie. Compte tenu de ce qu'ils avaient déjà perdu en termes d'influence dans la région, ils ne pouvaient plus se permettre de laisser se développer un tel foyer d'agitation. Les causes fondamentales de cette deuxième intervention sont identiques à celles de 1994.

Ainsi donc, tenant compte de son incapacité à reprendre le contrôle de Grozny et de son nœud d'oléoducs, la Russie a pris la décision de la contourner. Ayant bien conscience qu'elle ne pourrait empêcher l'hémorragie du

pétrole de la Caspienne, elle a probablement revu ses objectifs à la baisse dans la région. Elle n'acceptera cependant jamais de lâcher ce qui lui reste et c'est pourquoi elle est venue porter un coup d'arrêt aux rebellions islamistes en déclenchant le deuxième conflit Tchétchène. Elle compte ainsi couper court à toute velléité de sécession du Daghestan.

CONCLUSION

L'analyse qui vient d'être faite a donc montré que les intérêts pétroliers russes en Tchétchénie sont énormes. Les perspectives fabuleuses qu'offre la Caspienne l'ont manifestement poussée à déclencher l'intervention de 1994, d'autant plus que l'analyse objective des autres causes de ce conflit montre qu'on peut les relativiser.

De même, les intérêts internationaux, en particulier ceux des Etats-Unis dans l'immédiat et ceux des pays de l'Asie ultérieurement, ont provoqué un nouveau "Grand Jeu". Moscou ne pouvait à l'évidence laisser ces nations faire main basse sur cet Eldorado.

Malgré tous ses efforts, Moscou n'a cependant pu empêcher l'occident de prendre une large part dans le développement de la Caspienne. C'est pourquoi, voyant ses ambitions se réduire drastiquement, elle a provoqué la deuxième intervention de 1999.

Le sujet de ce mémoire s'est volontairement limité au pétrole et à la Tchétchénie dans le but de rester précis et d'éviter le défaut d'une généralisation excessive. Pourtant la question de l'énergie fossile dans le bassin de la Caspienne, bien que plus vaste car englobant le gaz et mettant en jeu des nations supplémentaires, est régie par des intérêts identiques à ceux analysés dans le présent document. Les conflits d'Asie centrale et du Caucase ont tous cela en commun qu'ils touchent de près ou de loin la question du pétrole ou du gaz.

BIBLIOGRAPHIE

1/ OUVRAGES.

- Brunot, Patrick. Que sais-je ? La Tchétchénie PUF 1998.
- Romer, Jean-Christophe. Géopolitique de la Russie. Economica 1999.

2/ REVUES

- Revue Géopolitique. Décembre 2000.
- Revue Hérodote. Géopolitique du Caucase. N°81 1996.
- Revue internationale et stratégique. L'Asie centrale: vers un nouveau "Grand Jeu". N°34 1999.

3/ ARTICLES

- Cheterian, Vicken. Le Monde Diplomatique. "Grand Jeu" pétrolier en transcaucasie. Octobre 1997.
- Precision Drilling Corporation. The Oil Patch. 2001.
- United States Energy Information Administration. Caspian Sea Region. Juin 2000.

ANNEXE

CARTES

